

**Intervention de Ronan Dantec dans la session d'ouverture de la COP20, au nom des  
gouvernements locaux et sub-nationaux**

**Lundi 1<sup>er</sup> décembre 2014**

M. le Président,

Mme la Secrétaire générale,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Je suis Ronan Dantec, conseiller municipal de Nantes, porte-parole climat de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Il y a 4 ans, la précédente Conférence des Parties organisée en Amérique latine avait marqué une date importante pour les autorités locales avec la reconnaissance officielle, dans le préambule du texte de Cancun, du rôle important des gouvernements locaux et sub-nationaux dans la lutte contre le changement climatique. Le cycle de négociations actuelles, de Durban à Paris, doit donc nous permettre de transformer en actions concrètes et d'ampleur cette reconnaissance, confirmée à la COP19 de Varsovie, et nous espérons que les discussions de Lima permettront d'avancer en ce sens.

Unis au niveau mondial, nous portons des propositions concrètes pour renforcer notre action, par le développement des planifications urbaines et territoriales, par le renforcement des coopérations entre collectivités, par un meilleur accès aux financements. Ces propositions sont rassemblées dans une feuille de route mondiale, adoptée à Nantes en septembre 2013 et nous avons confirmé nos engagements chiffrés et reportables dans l'initiative commune du Compact of Mayors, que nous avons présentée à New York lors du Sommet du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon. Nous accueillons ainsi avec intérêt le récent « Technical paper » du secrétariat de l'UNFCCC pour un programme de travail des gouvernements nationaux avec les autorités locales et sub-nationales, pour développer des actions innovantes et ambitieuses, et notamment dans la période 2015-2020.

Nous sommes aussi convaincus que nous devons faire un lien fort entre les deux cycles de négociations de 2015, celui sur les Objectifs de Développement Durable et celui sur le climat. C'est le sens des déclarations communes que nous avons portées en 2014 avec des membres représentatifs des huit groupes reconnus de la société civile mondiale. Cette collaboration se renforcera encore en 2015, avec notamment l'organisation d'un sommet « Climat et Territoires » en juillet en France, en Région Rhône-Alpes. Nous le disons donc avec force : « Sans intégrer les enjeux de développement, il ne peut y avoir de lutte efficace contre le changement climatique ».

2014 sera donc probablement l'année la plus chaude jamais connue [et le GIEC nous en confirme l'origine humaine]. Il n'y a plus de place pour le climato-scepticisme, mais il ne

devrait pas être remplacé par un climato-fatalisme encore plus dangereux. C'est par notre action résolue à tous les niveaux - celui des nations, celui des villes et des territoires ruraux, mais aussi à l'échelle de chaque citoyen – que nous devons répondre : les négociations de Lima doivent renforcer nos capacités et volontés d'agir ensemble.